

Au Guatemala, l'appareil d'Etat reste infiltré par le crime organisé

Une commission créée par les Nations unies tente de marquer des points contre l'impunité

Rencontre

Guatemala
Envoyé spécial

Francisco Dall'Anese ne cache pas l'ampleur et les dangers de sa tâche. Ancien procureur général du Costa Rica, il a été nommé à la tête de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Cicig), en août 2010. Cet organisme *sui generis* a été créé par les Nations unies en 2007 pour démanteler les « corps illégaux et les appareils clandestins de sécurité » intégrés au sein de l'appareil d'Etat au Guatemala, l'un des pays les plus violents de la planète, devenu un sanctuaire des cartels mexicains de la drogue.

« J'ai présenté un programme en sept points, qui doivent être appliqués si le Guatemala ne veut pas perdre la guerre contre le crime organisé », expliquait au Monde M. Dall'Anese, à la mi-septembre.

Parmi ses propositions, l'épuration du ministère public et de la justice, le renforcement de la police scientifique et des écoutes téléphoniques, la mise en place d'une base de données policières et d'un programme de protection de témoins. « Le pouvoir judiciaire doit être épuré pour devenir indépendant, la corruption de la justice est le principal obstacle à la lutte contre l'impunité », martèle M. Dall'Anese, rappelant que 98 % des crimes restent impunis.

« Le pouvoir judiciaire doit être épuré et indépendant, la corruption de la justice est le principal obstacle à cette lutte »

Francisco Dall'Anese
commissaire de la Cicig

La création de la Cicig a donné lieu à de vifs débats. Son mandat a été renouvelé deux fois et court jusqu'en septembre 2013. Les deux candidats au second tour de l'élection présidentielle prévu le 6 novembre, le général du cadre de réserve Otto Pérez Molina et l'avocat Manuel Baldizon, continueront-ils à appuyer la Cicig ? « Les deux se sont prononcés publiquement en sa faveur, nous verrons s'il y a une réelle volonté politique de mettre en œuvre nos propositions », répond M. Dall'Anese.

Sous la direction de son premier commissaire, le magistrat espagnol Carlos Castresana, la Cicig a remporté d'importantes victoires. « L'affaire Rosenberg a permis à la Cicig de montrer qu'avec des techniques d'investigation modernes on pouvait découvrir la vérité aussi incroyable apparaissait-elle, dit M. Dall'Anese. L'intervention rapide de la Cicig dans cette affaire a permis d'éviter la chute du gouvernement et de maintenir la démocratie au Guatemala. »

L'assassinat en mai 2009 de l'avocat Rodrigo Rosenberg avait provoqué une vague de manifestations réclamant la démission du président Alvaro Colom. Dans une vidéo diffusée après sa mort, l'avocat accusait le président et son épouse d'être responsables de son assassinat. L'enquête de la Cicig a démontré que Rosenberg avait planifié son propre meurtre, mettant fin à la crise politique. Très présent dans les médias, Carlos Castresana « a joué un rôle



pedagogique important pour montrer au public que la lutte contre l'impunité était possible », souligne Helen Mack, figure emblématique de la lutte pour les droits de l'homme au Guatemala. Mille sept cents policiers, dont une cinquantaine de commissaires et un directeur général, ainsi que plusieurs juges, accusés de corruption, ont été destitués à sa demande.

Dénonçant « les attaques systématiques » contre la Cicig, M. Castresana a démissionné en juin 2010, peu après la nomination au poste de procureur général de Conrado Reyes, un avocat qu'il accusait de liens avec le narcotrafic et les réseaux d'adoption illégale.

Le coup d'éclat du magistrat espagnol a contraint le président Colom à faire machine arrière et à remplacer M. Reyes par Claudia Pazy Paz, une juriste dont l'intégrité est saluée par les ambassades et les organisations civiques.

L'arrestation de l'ancien président Alfonso Portillo (2000-2004), accusé d'avoir détourné 15 millions de dollars (11 millions d'euros) de fonds publics, est une autre victoire de la Cicig, selon M. Dall'Anese. « Même si deux juges corrompus ont tranché en sa faveur sur la base d'arguments absurdes pour lesquels un étudiant de droit de première année aurait été collé », tempère-t-il. La Cicig a fait appel de ce jugement et les Etats-Unis ont demandé l'extradition de l'ancien président guatémaltèque pour blanchiment d'argent.

« L'affaire Pavon [du nom de la prison où sept détenus ont été tués par balles le 25 septembre 2006] est un autre exemple pathétique de corruption judiciaire », affirme M. Dall'Anese, en montrant les photos établissant que les détenus ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires.

Un juge a rejeté les arguments de la Cicig qui demandait que l'ancien ministre de l'intérieur Carlos Vielman, présent au moment des faits, soit traduit devant les tribunaux. Les milieux d'affaires et une partie de la classe politique ont pris la défense de M. Vielman, qui s'est réfugié en Espagne, et lancé une virulente campagne contre la Cicig et son chef.

La Cicig est parvenue à « briser le mur de l'impunité » dans plusieurs affaires, mais « cette tendance n'est pas irréversible », selon l'organisation non gouvernementale International Crisis Group (ICG). Les institutions étatiques sont toujours infiltrées par les organisations criminelles, les citoyens ne leur font pas confiance et la culture de la peur continue de prévaloir. « La Cicig a fourni des béquilles, le système judiciaire doit maintenant apprendre à marcher tout seul », suggère Mark Schneider, le vice-président de l'ICG. ■

JEAN-MICHEL CAROIT

Angela Merkel obtient le soutien de sa majorité sur le plan d'aide à la Grèce

Dette A Berlin, le Bundestag a voté l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière

Berlin
Correspondant

Depuis des semaines, seule contre tous, Angela Merkel se disait confiante sur l'issue du vote du Bundestag, jeudi 29 septembre. Les faits lui ont donné raison. L'instinct de survie des députés de la majorité a prévalu. Non seulement le Bundestag a adopté, comme prévu à une très large majorité (523 oui, 85 non, 3 abstentions), le renflouement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), mais Angela Merkel n'a pas eu besoin des voix de l'opposition pour obtenir ce feu vert.

226 députés de la CDU-CSU (sur 237) ont approuvé ce projet de loi. Dix ont voté contre et un s'est abstenu. Chez les libéraux du FDP, 89 élus (sur 93) ont également approuvé la loi. Trois ont voté contre et un s'est abstenu. Dans son propre camp, la chancelière a donc recueilli 315 voix. Or, comme la droite dispose de 330 élus sur les 620 que compte le Bundestag, toute la question était de savoir si, au sein de sa coalition, la chancelière pouvait ou non compter sur au moins 311 députés. Ce fut le cas.

Les partis de gauche ont eu encore moins d'états d'âme. Sur les 146 députés sociaux-démocrates, un a voté contre, un s'est abstenu et trois n'ont pas pris part au vote. Chez les Verts, 67 députés ont voté pour le texte et un a voté contre. En revanche, au sein du parti de la gauche radicale Die Linke, 70 députés ont voté contre et six n'ont pas pris part au vote.

« On n'ira pas plus loin »

La chancelière a donc gagné la première manche et la gauche ne va pas pouvoir réclamer des élections anticipées, arguant que la chancelière ne dispose plus d'une majorité pour gouverner. Au-delà du soulagement des ténors de la coalition au pouvoir, l'approbation massive des mesures décidées le 21 juillet par les chefs d'Etat et de gouvernement européens est une bonne nouvelle pour ceux qui s'inquiétaient d'une dérive eurosceptique de l'Allemagne.

Dès le résultat du vote connu, plusieurs pays dont la France, la Grèce, mais aussi le Brésil se sont félicités de cette approbation massive. Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, on apprenait, jeudi matin, que le chômage avait baissé en septembre et atteignait le taux le plus bas (6,9 %) depuis la réunification.

Pourtant, comme le disent les Allemands, une hirondelle ne fait pas l'été. Le répit pourrait n'être que de courte durée. Le fonds pourra bien recevoir de l'Allemagne, son principal contributeur devant la France, 88 milliards supplémentaires, ce qui portera la contribution de Berlin de 123 à 211 milliards d'euros. L'intensité du débat en Allemagne montre toutefois qu'il va être difficile à la chancelière de

Georges Papandréou à Paris, vendredi

Nicolas Sarkozy recevra vendredi après-midi 30 septembre le premier ministre grec, Georges Papandréou, « afin de faire le point avec lui de la situation que connaît actuellement la Grèce », « alors que la mission conduite par le FMI, la Commission et la BCE vient de retourner à Athènes », a annoncé, jeudi, la présidence française. M. Papandréou a rencontré la chancelière allemande Angela Merkel mardi. Le président français s'est par ailleurs entretenu avec M^{me} Merkel et « l'a vivement félicitée du vote positif intervenu (...) à une très large majorité au Bundestag », a indiqué la présidence. — (AFP.)



La chancelière allemande Angela Merkel, entourée de députés avant le vote sur l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière (FESF) au Bundestag, le 29 septembre à Berlin. MICHAEL KAPPELLER/AFP

demander à l'avenir au Bundestag d'aider la Grèce ou d'approuver le mécanisme permanent de stabilité financière. Horst Seehofer, président de la CSU bavaroise, le parti frère de la CDU, a d'ailleurs mis en garde : « On n'ira pas plus loin », a-t-il dit. Malgré le vote de jeudi, la coalition au pouvoir est loin d'être unanime sur l'avenir de l'euro et de l'Europe.

Si le Parti libéral est rentré dans le rang et a fait taire, à quelques exceptions près, ses critiques à l'égard de l'aide à la Grèce, cela sem-

ble surtout dû à des considérations tactiques. Crédité de seulement 2 % des voix dans les sondages, le FDP n'a aucune envie de repasser rapidement devant les électeurs.

La CDU non plus car, si elle reste le premier parti, elle n'a, du fait de la quasi-disparition du FDP, plus d'allié. Le Parti social-démocrate et les Verts ont annoncé qu'ils souhaitaient gouverner ensemble et se refusent pour le moment de servir de force d'appui à la CDU. Le SPD a tiré les

leçons du passé. Suite à la grande coalition CDU-SPD de 2005 à 2009, il a obtenu, à l'automne 2009, le plus mauvais score de son histoire : 23 %. Gregor Gysi, président du groupe parlementaire de Die Linke, le parti de la gauche radicale, a prophétisé qu'« il y aura des élections en 2012 » et non en 2013 comme prévu. L'hypothèse paraît pourtant nettement moins probable aujourd'hui qu'avant le vote même si la fragilité de la majorité reste patente. ■

FRÉDÉRIC LEMAITRE

FACONNABLE.COM

C'EST FAÇONNABLE.

Façonnable
CÔTE D'AZUR

PARIS / CANNES / MONACO / ST TROPEZ

Les Pays-Bas, la Slovaquie et Malte doivent encore ratifier le plan d'aide à la Grèce

Dette L'Allemagne plaide pour une restructuration plus importante de la dette grecque



Bruxelles
Bureau européen

Plus que trois ! Le rythme de ratification de l'accord du 21 juillet sur le second plan d'aide à la Grèce s'est accéléré cette semaine, offrant un peu de répit à la zone euro. Ce sont 14 des 17 États de l'Union monétaire qui, vendredi 30 septembre, devaient avoir approuvé le compromis négocié de haute lutte cet été. La Finlande, qui exige toujours des garanties de la part d'Athènes, s'est prononcée un jour avant l'Allemagne, l'Estonie a suivi de peu le vote du Bundestag.

Mais le processus n'est pas encore terminé. Tandis que l'Autriche devait ratifier l'accord vendredi, la Slovaquie, les Pays-Bas et Malte manquent encore à l'appel. Des États que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont incité jeudi soir, dans un communiqué, « à mener à terme ce processus dans les plus brefs délais ». « C'est la mise en œuvre résolue des décisions prises au sommet du 21 juillet qui permettra de surmonter les difficultés que traverse actuellement la zone euro », a fait savoir l'Élysée. M. Sarkozy devait rencontrer le premier ministre grec Georges Papandréou vendredi après midi.

L'objectif est d'avoir achevé les ratifications avant le prochain Conseil européen, les 17 et 18 octobre. La zone euro espère ensuite enclencher au plus vite le second plan d'aide à la Grèce (160 milliards d'euros) : l'élargissement des missions du Fonds européen de stabilité financière, au cœur de l'accord agréé en juillet, est en effet indispensable avant de mettre en œuvre le défaut partiel de la Grèce, c'est-à-dire une restructuration modeste de sa dette.

Le vote de la Slovaquie est considéré comme le plus incertain. Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, devait rencontrer Iveta Radicova, la première ministre slovaque, vendredi à Varsovie en marge du sommet avec les voisins orientaux des Vingt-Sept, pour l'encourager à hâter le pas. Le gouvernement espérait une ratification dès le 11 octobre, mais le président du Parlement privilégie le 25 octobre.

Le comportement des autorités slovaques agace à Bruxelles, même si tout le monde comprend qu'un pays moins riche que la Grèce éprouve des difficultés à soutenir cet effort inédit de solidarité. Aucune date n'est par ailleurs prévue aux Pays-Bas, où le gouverne-

ment minoritaire de Mark Rutte compte sur son opposition sociale-démocrate pour approuver le texte, contre l'avis du dirigeant d'extrême droite Geert Wilders.

Les préparatifs du second plan d'aide sont d'autant plus complexes qu'ils surviennent dans un contexte doublement tendu. D'une part, la poursuite du premier programme de soutien est laborieuse, les créanciers interna-

Les avis divergent sur les mesures supplémentaires qui devraient être mises en place en raison de l'aggravation de la crise

tionaux, dont l'Allemagne, s'impatientant des retards pris par la Grèce en termes de privatisations et de réformes.

La mission de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international a fait jeudi son retour à Athènes, dans un climat de fronde contre les mesures qu'elle cherche à imposer au gouvernement. La décision sur le déblocage

de la prochaine tranche d'aide – 8 milliards d'euros – ne sera pas prise avant une réunion extraordinaire des ministres des finances de la zone euro, le 13 octobre.

D'autre part, les avis divergent sur les mesures supplémentaires qui devraient être mises en place en raison de l'aggravation de la crise cet été. Angela Merkel a fait savoir à M. Papandréou qu'elle n'excluait pas de « renégocier » l'accord du 21 juillet, en fonction de la situation de son pays.

En position de force au sein de la zone euro, l'Allemagne et ses alliés s'opposent encore à une nouvelle augmentation de la force de frappe des fonds de sauvetage mais plaident, contre l'avis de la France, pour une restructuration plus forte encore de la dette grecque. « Aller en ce sens serait comme se jeter dans le précipice », dit-on à Bruxelles.

La question de la recapitalisation des banques européennes reste, enfin, un sujet ultra-sensible. L'ensemble de ces questions sera discuté par les grands argentiers de la zone euro les 3 et 4 octobre au Luxembourg. Sans qu'aucune décision ne soit attendue à ce stade. ■

PHILIPPE RICARD

Le plan de sauvetage de l'euro divise la Slovaquie

Dette La première ministre Iveta Radicova espère un vote au Parlement avant le 17 octobre

Prague
Correspondant

Après l'approbation par le Bundestag allemand, jeudi 29 septembre, du nouveau plan de sauvetage de l'euro, la pression est encore montée d'un cran sur la petite Slovaquie, qui n'a toujours pas fixé la date du vote au Conseil national (Parlement) ni adopté une position claire.

Alors que les dirigeants slovaques avaient obtenu de ne pas participer au premier plan d'aide à la Grèce à l'été 2010 pour ne pas bloquer la mise en place du Fonds européen de stabilité financière (FESF), ils se déchirent aujourd'hui sur le nouveau volet du sauvetage de l'euro.

À l'instar des quelque 75 % de Slovaques interrogés sur le sujet, les hommes politiques à Bratislava, tous partis confondus, sont majoritairement opposés à toute aide supplémentaire à la Grèce. Néanmoins, une partie d'entre eux, emmenés par la première ministre Iveta Radicova, ne veulent pas que la Slovaquie soit le fossoyeur de la Grèce et de l'euro.

« La Slovaquie doit approuver le renforcement du FESF si nous voulons que quelqu'un en Europe nous serre encore la main », a-t-elle lancé à l'adresse de ses partenaires de la coalition gouvernementale de centre-droit, qui rechignent à voter pour.

Aussi, pour se donner du temps, M^{me} Radicova et son ministre des finances, Ivan Miklos, s'étaient fixés, dès les jours suivant le sommet européen du 21 juillet qui a décidé le renforcement du FESF, de ratifier le document « en dernier » et d'ici à « la fin de l'année ». Ce stratagème masquait aussi un vœu secret : permettre à un autre pays de saborder le plan de sauvetage et ainsi de dispenser la Slovaquie de tout vote. De fait, jusqu'à la mi-septembre, le gouvernement slovaque, divisé, s'est comporté comme si le vote n'interviendrait qu'à la fin de l'année, malgré les appels et pressions répétés de Bruxelles et des principales capitales européennes.

Le semaine noire des Bourses européennes et sa rencontre avec le président américain, Barack Obama, le 22 septembre, ont finalement eu raison de l'attentisme de M^{me} Radicova, qui a décidé d'accélérer le processus de ratification. Mais c'était sans compter avec le président du Parlement, Richard Sulik, farouche adversaire

de du FESF et chef du parti Liberté et Justice (SaS), la deuxième formation de la coalition.

Alors qu'il répète qu'il ne votera pas pour le renforcement du FESF, tout en étant prêt à un compromis, M. Sulik s'est appuyé sur la procédure parlementaire slovaque pour fixer le débat et le vote au « mardi 25 octobre à 9 heures ». Trente jours doivent en effet s'écouler entre le dépôt officiel d'un projet de loi gouvernementale au Parlement et la discussion en séance plénière. Le ministre des finances n'a transmis la demande d'adoption qu'en fin de semaine dernière...

Les hommes politiques à Bratislava sont majoritairement opposés à toute aide supplémentaire à la Grèce

M^{me} Radicova a aussitôt contre-attaqué et réclamé que le Parlement se prononce avant le sommet européen des 17 et 18 octobre. « Je ne peux pas laisser le sommet sans réponse, quelle que soit cette réponse », a-elle déclaré avant d'ajouter : « La position de la Slovaquie doit être clarifiée avant le sommet, sinon le sommet ne pourra débattre de rien. »

Alors que les discussions vont bon train sur une solution viable pour résoudre ce problème de procédure, M^{me} Radicova a aussi progressé dans ses négociations avec le SaS pour obtenir son soutien, sans avoir à recourir à un vote de confiance ou à quémander l'appui de l'opposition de l'ancien premier ministre populiste Robert Fico. Ce dernier n'est prêt à voter pour le FESF que si la coalition gouvernementale entière l'approuve.

M^{me} Radicova aurait présenté au SaS, mercredi 28 septembre, un projet d'accord qui satisfait les deux conditions posées par le parti de M. Sulik pour ratifier la décision européenne : « La Slovaquie ne doit pas bloquer le renforcement du FESF, mais cela ne doit pas coûter un seul centime aux contribuables slovaques. » Les deux partenaires ont refusé de communiquer pour l'instant les détails de l'artifice, mais une des hypothèses pesant sur l'attitude slovaque vis-à-vis du FESF pourrait être enfin levée. ■

MARTIN PLICHTA

Espace Suffren

40 ter, av. de Suffren
Paris 15^e
Tél. : 01 53 58 10 00

Michel Ange

97, rue Michel Ange
Paris 16^e
Tél. : 01 40 71 12 12
et
52, av. du Général Leclerc
Boulogne-Billancourt
Tél. : 01 55 60 24 00

www.volkswagen.fr

Accélération et décélération parfaitement continues.



Avec la transmission séquentielle continue DSG, vos vitesses passeront en un clin d'œil, sans débrayage et sans décélération. Terminé les à-coups, le plaisir de conduire atteint les sommets de la perfection.

Polo 1.6 TDI 90 DSG

La boîte de vitesses séquentielle sans à-coups



Das Auto.

Cycles mixtes / urbains / extra-urbains de la gamme Polo (l/100 km) : de 3,4 à 6,1 / de 4,1 à 8,2 / de 3,0 à 5,1. Rejets de CO₂ (g/km) : de 89 à 143. Modèle présenté : Polo Sportline 1.6 TDI 90 DSG - 5p., avec options pack Design 2012, système de navigation et peinture métallisée. Cycle mixte (l/100 km) : 4,3. Rejets de CO₂ (g/km) : 112. Das Auto : La Voiture.

Union européenne

La Biélorussie ne participe pas au sommet sur le Partenariat oriental

VARSOVIE. La Biélorussie a décidé, vendredi 30 septembre, de ne pas participer à un sommet du Partenariat oriental réunissant l'Union européenne (UE) et six pays de l'ex-URSS, a annoncé la présidence polonaise de l'UE. La veille, l'UE avait fermé la porte à toute forme de coopération avec la Biélorussie sans libération des opposants politiques dans ce pays. « Nous ne pourrions réengager pleinement le processus de rapprochement [avec Minsk] sans des progrès manifestes vers la démocratisation et le respect des droits de l'homme », avait déclaré à la presse le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. « Cela signifie la libération immédiate, la réhabilitation de tous les prisonniers politiques », avait-il ajouté. M. Van Rompuy et le premier ministre polonais, Donald Tusk, avaient rencontré une dizaine d'opposants politiques. – (AFP) ■

Italie Bruxelles menace Rome de sanctions dans la crise des déchets à Naples

BRUXELLES. La Commission européenne a donné deux mois à l'Italie, jeudi 29 septembre, pour régler, sous peine de sanctions financières, les problèmes de traitement des déchets à Naples et dans sa région. La Commission a ouvert en 2007 une procédure d'infraction aux règles européennes à l'encontre de l'Italie. « Il y a encore 6 millions de tonnes de vieux déchets dans des décharges temporaires qui attendent d'être traités », a déploré la Commission. – (AFP.)